

Culture et démocratie

Il est épatant ce découpage de l'espace politique entre nationalistes, islamistes et démocrates, ces derniers étant "minoritaires", ajoute-t-on. Nous sommes donc dans une drôle de République qui conçoit parfaitement la participation à la vie politique de forces non démocrates. Pourquoi tenir alors à la démocratie, si cette revendication est d'emblée minoritaire ?

Le nationalisme, lui, est l'apanage d'un camp politique qui squatte le pays, ses institutions, ses ressources, ses symboles, sa souveraineté... Organiquement, il est le monopole du FLN, du RND et de quelques petits alliés. Jusqu'en 1989, ce système constituait l'unique credo autorisé ; depuis il s'est laissé concurrencer mais sans aller jusqu'à céder le pouvoir. C'est donc toujours la même carte qui sert de permis de voler et d'attestation de nationalisme. L'islamisme a cet avantage qu'il peut, tout en étant un, se mouvoir en passant de l'une à l'autre de ses cinquante nuances. Il peut ainsi s'aménager des alliances contre le pouvoir de l'armée, puis d'autres alliances avec le même pouvoir de l'armée ; il peut être armé ou politique, radical ou modéré ; il peut s'organiser en partis, squatter l'activité médiatique, prendre des allures d'action caritative. Ce qui compte c'est l'omniprésence de signes religieux dont il se revendiquera ensuite, excluant de la normalité sociale tout ce qui a des relents de sécularité. Dans notre pays, l'élégance démocratique consiste à accepter le voisinage, voire le compagnonnage, militant des islamistes. En Algérie, le terrorisme ne dispose plus de couverture politique assumée. Mais avant sa défaite militaire, il a pris soin de semer une terreur ordinaire : la peur de se singulariser. Au plan des mœurs, les Algériens vivent leurs libertés résiduelles dans la clandestinité : dans la discrétion de lieux réservés, dans la discrétion de leurs "diki", derrière les hautes palissades de leurs résidences, à l'étranger...

La géométrie politique évoquée plus haut concorde bien avec la réalité. Le problème est dans ce que cet état de fait est perçu comme normal, dans ce qu'une force politique, à géométrie variable qui plus est, puisse activer en démocratie. Si tant est qu'on peut parler de démocratie, en Algérie.

La démocratie n'est pas consubstantielle au vote ; elle réside dans les valeurs que le système démocratique est réputé défendre et promouvoir : l'égalité de statut entre femme et homme, droits des minorités et liberté d'expression, d'opinion et de culte, etc.

Or, dans notre contexte, c'est la religion qui, en tendant à imposer la norme générale et uniformiser notre pensée et notre mode de vie, offre à l'islamisme l'instrument de son hégémonie. D'où ces paradoxales situations où les "démocrates" cèdent eux-mêmes les limites aux droits qu'ils revendiquent et montent la garde contre les "excès de liberté". Au moment des choix historiques, l'aspiration démocratique bute ainsi contre son impossibilité islamique.

Depuis l'avènement du multipartisme, "le nationalisme", référence idéologique creuse rassemblant les catégories rentières de tous niveaux, s'est installé dans une position intermédiaire entre l'islamisme et la démocratie, négations réciproques, les invitant à investir le jeu "démocratique" que lui supervise !

M. H.
musthammouche@yahoo.fr